

MODES DE FINANCEMENT POUR L'ÉTABLISSEMENT, LA GOUVERNANCE ET LA SURVEILLANCE RÉGLEMENTAIRE DU CORRIDOR NORDIQUE CANADIEN

Anthony E. Boardman, Mark A. Moore et Aidan R. Vining

MESSAGES CLÉS

- Le gouvernement fédéral ou un consortium de gouvernements devrait constituer un « guichet unique » qui réunirait les questions de droit foncier et accorderait les droits d'utilisation aux fournisseurs d'infrastructure.
- Ce guichet unique serait financé par le(s) gouvernement(s) au moyen de la dette, des impôts ou en réduisant les dépenses. Si plusieurs gouvernements participent à la construction du corridor, la part de financement de chaque gouvernement devrait être convenue d'avance.
- Le guichet unique pourrait être financé par la mise aux enchères de l'accès au corridor pour les fournisseurs d'infrastructure – si ces derniers peuvent réaliser des bénéfices suffisants – ou par le biais de l'impôt foncier, des taxes de vente, de l'impôt sur le revenu ou des redevances sur les ressources.
- Les fonds pour le guichet unique pourraient provenir de frais facturés aux utilisateurs finaux. Il peut s'agir de frais d'accès pour une période déterminée ou selon l'utilisation. Nous recommandons le premier choix, surtout s'il n'y a pas de congestion.
- Le financement d'une infrastructure privée est possible si les bénéfices escomptés sont suffisants. Les sources potentielles de financement comprennent les entreprises privées, les fonds de pension publics, le capital-investissement et les partenariats public-privé (PPP).
- Le financement de l'infrastructure peut provenir du gouvernement ou des frais imposés aux utilisateurs finaux.
- Tous les projets d'infrastructure seront des monopoles naturels, réglementés afin de réduire l'inefficacité. Les organismes de réglementation, qui peuvent être financés selon le modèle déjà en place, sont les mieux placés pour faire respecter la réglementation.
- Les PPP peuvent être financés par des paiements de disponibilité ou des péages fictifs du gouvernement, ou encore par des redevances d'utilisation (généralement des péages). Nous ne recommandons pas l'utilisation des PPP en raison de leur coût de financement plus élevé et de leur réticence à assumer les risques de revenus. Néanmoins, nous reconnaissons qu'ils sont parfois la seule

option réalisable et qu'ils peuvent être plus acceptables sur le plan politique que les dispositions du gouvernement en matière de financement.

- Les données internationales ne donnent pas à connaître de nouvelles sources de financement.